



Le constat: ensemble, Bruxelles et la Wallonie ont une université par tranche de 650.000 habitants (contre une université pour 2,5 millions d'habitants en France). Chaque université a ses points forts, certes, mais aussi des spécialités redondantes. Enfin, en termes d'université, Bruxelles n'a pas le rayonnement qu'on pourrait attendre d'une capitale européenne.

L'idée: fusionner l'ULB avec l'UCL et créer l'European University of Brussels à rayonnement international, et créer l'University of Wallonia où chaque membre se focalise sur ses spécialités.

MATHIEU COLLEYN

Parole à Monsieur l'ambassadeur. Christian Homsy, patron de Ceylad, est convaincu que le monde universitaire doit dépasser les « professions de foi laïque ou catholiques » pour se positionner comme « fer de lance de la réflexion d'avant-garde ». « Il est virtuellement impossible de miser sur des moyens publics accrus, nous devons donc trouver le moyen de faire plus avec moins. Regrouper nos universités me semble une approche responsable », estime l'entrepreneur. Enclencher des processus de fusions augmentant la taille critique des nouvelles entités ainsi constituées afin de repositionner l'enseignement supérieur francophone au niveau international. Cela dans un objectif d'excellence. Tel est l'esprit du projet défendu dans le cadre l'appel des XL. L'idée: une super-université née du mariage entre l'UCL, l'ULB et Saint-Louis avec un ancrage bruxellois fort ouvert à l'international et une université wallonne recomposée sur base des campus liégeois, montois, namurois et d'un nouveau pôle universitaire à Charleroi.

Qu'en disent les principaux acteurs du monde universitaire? « C'est une excellente chose de pouvoir penser hors des cadres habituels, la proposition est intéressante, un peu décapante mais stimulante », confie Vincent Blondel, recteur de l'UCL. Avec son homo-

logue de l'ULB, Yvon Englert, ils se réjouissent de constater que l'enjeu universitaire se retrouve au cœur de discussions relatives au développement de la Wallonie et de Bruxelles. « Ce n'est pas anodin et c'est pertinent, ajoute Yvon Englert. Dans notre société post-industrielle, les universités ont pris une place nouvelle et sont devenues le berceau de l'innovation et un des inducteurs de l'activité économique. »

Pas la panacée

Mais ici s'arrête la diplomatie. « En matière

On nous compare avec des institutions qui n'évoluent pas dans les mêmes conditions financières.

d'enseignement et de recherche, la masse n'est une garantie ni de qualité ni de rayonnement international, précise Vincent Blondel. Les universités européennes les plus recherchées, Oxford ou Cambridge par exemple, présentent des tailles inférieures ou égales à celles de l'UCL et de l'ULB. « On peut discuter des modèles de fusion mais cela n'a de sens que si cette réflexion est menée dans un objectif de redynamisation », ajoute Yvon Englert. Avons-nous trop d'universités? Nous universités sont-elles trop petites? demande-t-il en ajoutant que les universités francophones doivent concurrencer, au plan international, des institutions qui ont moins d'étudiants

mais de plus gros budgets. « Or en Belgique, nous sommes très mal financés par rapport aux établissements qui nous entourent. » Et le recteur de l'ULB de citer la Flandre où certains financements atteignent le double, voir le triple, de leurs pendants francophones.

Cinquante millions de plus

Vincent Blondel, Yvon Englert même combat! Interviewés séparément, les deux hommes ne tardent guère à s'appuyer sur une étude récente commandée par l'Académie de recherche et d'enseignement supérieur (Ares), une structure chargée précisément d'harmoniser le paysage de l'enseignement supérieur francophone. « Pour nous mettre à niveau des universités qui nous entourent, dit Yvon Englert, il faudrait augmenter les financements de 50 millions d'euros par an jusqu'en 2030. » « On nous compare avec des institutions qui n'évoluent pas dans les mêmes conditions financières... depuis 15 ans, le financement par étudiant a été réduit de 20% », rappelle le recteur de l'UCL. Le nombre d'étudiants n'a cessé d'augmenter alors que l'enveloppe budgétaire consacrée aux universités par la Fédération Wallonie-Bruxelles n'a pas bougé.

Yvon Englert ajoute que le mode de financement des universités, axé sur le nombre d'étudiants qu'elles inscrivent, induit « une concurrence stérile entre les établissements qui ne cherchent plus qu'à attirer à eux

les étudiants des autres ». Pour le recteur, cette situation engendre un « gaspillage des ressources » et ne constitue rien de moins qu'un handicap. « Pour réguler la concurrence entre les universités, la fusion est une solution parmi d'autres, mais elle ne règle pas la question du financement », insiste le recteur de l'ULB. À l'inverse, la concurrence générée par le secteur de la recherche scientifique est « vertueuse » car elle permet de « faire émerger les meilleurs projets », estime-t-il. « L'idée de fusionner pour augmenter les équipes de recherche peut constituer un avantage en augmentant leur capacité à décrocher des financements à l'international », concède Yvon Englert. Vincent Blondel insiste quant à lui sur la nécessité d'accroître l'autonomie des universités. « Le financement public induit une responsabilisation des établissements qui doivent rendre des comptes, c'est parfaitement légitime, mais l'autonomie de nos universités n'est pas suffisante en ce qui concerne l'organisation des programmes mais aussi quant aux liens qu'elles souhaitent tisser les unes avec les autres... »

Réfléchir sans œillères

En résumé, avant de penser à de nouvelles fusions, et toujours dans un objectif d'excellence, restaurons un financement public en ligne avec les concurrentes des universités belges francophones. Qu'elles soient en Flandre ou à l'étranger. « Ce projet de fusion UCL/ULB et un rapprochement des

universités sur un territoire donné, c'est très intéressant sur papier mais quasi infaisable, concède Julien Nicaise, administrateur de l'Ares. Ce n'est pas dans cette direction que vont les acteurs. Cependant, il est intéressant de réfléchir en dehors des œillères habituelles. De grands établissements avec des noms ronflants peuvent gagner en visibilité internationale... mais au-delà de cela, la réflexion peut faire émerger des éléments intéressants et pourquoi pas corriger certaines erreurs du passé comme la présence de deux universités incomplètes à Mons (UMons et UCL, NDLR), les deux facultés d'agronomie à quelques kilomètres de distance l'une de l'autre (Gembloux et Louvain-la-Neuve, NDLR) ou en-

core l'absence d'offre à Charleroi... Trop de concurrence sur un si petit territoire est inefficace mais une absence de concurrence ne serait pas forcément positive non plus. Et pour ce qui est du financement, pourquoi ne pas imaginer des formules associant le privé dans des secteurs de pointe et forcer ainsi les établissements à déposer des projets ensemble?»

Un enjeu régional à Charleroi

Toutes ces considérations s'appliquent naturellement à l'idée de créer une université de Wallonie sur les bases de la fusion des trois structures existantes (hors UCL). «Sur le plan de la dorsale wallonne, cette idée d'une Université de Wallonie a du sens. Elle a d'ailleurs déjà été évoquée il y a quelques années», estime Albert Corhay, recteur de l'Université de Liège. Il n'ira toutefois pas plus loin. La nécessité de développer l'université à Charleroi est par ailleurs criante. «À Charleroi, le taux de jeunes qui vont à l'université est parmi les plus bas, confirme Paul Magnette,

bourgmestre PS de Charleroi. L'offre ne détermine pas tout mais quand la distance s'ajoute à aux difficultés sociales... la proximité de l'université la démythifie.» La Ville de Charleroi travaille donc avec l'UMons et l'ULB pour démarrer trois bacheliers (en biologie, sciences de l'ingénieur et sciences humaines) à la rentrée 2018 dans le centre de Charleroi. «Bien sûr nous appelons de nos vœux une offre complète mais nous commençons par les besoins les plus immédiats... Nous espérons réunir une population de 10.000 étudiants dans le centre-ville à moyen terme», confie le bourgmestre.

Une université de qualité accessible

«La démarche des 11 patrons est intéressante car elle montre qu'il y a un regard sur le paysage et il faut reconnaître une réflexion très territoriale, commente Jean-Claude Marcourt (PS), ministre de l'Enseignement supérieur à la Fédération Wallonie-Bruxelles, ex-ministre wallon de l'Economie et régionaliste fervent. Toutefois, en faisant basculer l'UCL vers Bruxelles, on nie l'identité et le développement économique spécifiques du Brabant wallon - longtemps considéré comme une province-dortoir -, auxquels l'université a largement contribué. La réforme paysage (le décret réformant l'organisation académique des études, NDLR) a précisément pour but de décloisonner les choses, il est certain que s'il fallait repartir d'une page blanche, nous ne serions pas devant le système tel qu'il est. Il y a quelques années, la Fucam a par exemple choisi l'UCL, il aurait sans doute été préférable d'organiser une fusion avec Mons-Hainaut.» Le ministre ne se prononce pas sur l'opportunité de nouvelles fusions

mais veut rappeler que depuis quelques années, les politiques menées en Wallonie, notamment dans le cadre du plan Marshall, ont permis des rapprochements entre universités en matière de recherche. La création de l'Ares témoigne à elle seule

d'une évolution vers plus de transversalité, précise le Liégeois. Il parle même de révolution.

Et Jean-Claude Marcourt de certifier: «Il y a de l'excellence dans nos universités... face à la France ou à l'Allemagne nous n'avons absolument pas à rougir. Mais nous devons poursuivre nos efforts de refinancement, je ne comprends d'ailleurs pas pourquoi le Fédéral a choisi de désinvestir dans la recherche...» Vincent Blondel, pour l'UCL, abonde. «Par rapport à la France ou au Royaume-Uni, une très grande proportion de nos étudiants fréquentent des universités qui sont dans le top 200 au niveau mondial... toutes les universités francophones sont de bonnes universités», affirme-t-il.

Un risque pour l'étudiant

Et les étudiants dans tout cela? «Nous ne sommes pas opposés au principe de la fusion», répond Maxime Mori, président de la Fédération des étudiants francophones (FEF). Why not, mais il y a des risques... Sur un plan très concret, la FEF craint que d'éventuelles rationalisations - la réduction des secrétariats et du personnel par exemple - ne provoquent une dégradation du service aux étudiants, «principalement pour ceux qui relèvent d'établissements de petite taille» appelés à évoluer dans une structure décentralisée. Ensuite, Maxime Mori dénonce une forme de «course effré-

née à la taille critique» qui a par exemple conduit la KUL à «absorber près de la moitié des étudiants flamands». Cette tendance renforce et exacerbe une conception de l'étudiant vu comme «source de financement plutôt que comme une matière grise qu'il faut faire avancer», selon la FEF. Maxime Mori finit par évoquer un des obstacles qui se dresserait devant une fusion ULB/UCL et qui, précisément, fait d'elle une utopie: la logique historique de piliers qui freine les processus de rationalisation. «Nous sommes au XXI^e siècle et les piliers n'existent pas aux USA ou au Royaume-Uni», constate-t-il.

Des universités laïcisées?

La question des réseaux philosophiques n'est toutefois jamais évoquée spontanément par les recteurs que L'Echo a contactés. «Toutes les universités sont laïcisées, estime Yvon Englert. Ce combat-là, l'ULB peut estimer qu'elle l'a gagné. La concurrence entre les universités est le résultat d'une politique de marché plus qu'autre chose. Aujourd'hui, plus personne ne se retranche derrière le dogme pour affronter une question scientifique.» Vincent Blondel ne perçoit pas non plus de «dynamique de pilier». «Nous n'avons pas attendu votre dossier pour organiser des collaborations avec l'ULB», précise le recteur de l'UCL. Les deux universités recrutent abondamment l'une chez l'autre et les chercheurs travaillent ensemble dans le cadre de copublications qui sont très nombreuses... Le recteur estime que les «affinités de projets» ont largement pris le pas sur les considérations philosophiques même si chaque université conserve et son histoire et sa culture.

L'AMBASSADEUR

CHRISTIAN HOMSY CEO DE CELYAD

■ «J'ai longtemps essayé de promouvoir l'excellence, par exemple à travers la création d'instituts de recherche interuniversitaires à la mode VIB/Imec. Je me suis heurté à des batailles de chapelles pathétiques. Toutes les

universités se plaignent de manque de moyens, mais quand on approche la problématique de façon raisonnée, les batailles de pouvoir commencent. Nous devons rendre notre enseignement et notre recherche plus compétitifs au niveau mondial, tout en améliorant leur efficacité.»

03/02/18	10/02/18	17/02/18	24/02/18	03/03/18	10/03/18	17/03/18	24/03/18	31/03/18	07/04/18	14/04/18
Fusionner l'UCL et l'ULB	Plus d'impôts pour les navetteurs	Devenir la poubelle du monde	Des emplois sans impôts	Plus que 2 heures de cours par jour	La Belgique, championne de la voiture autonome	Des taxis en masse à Bruxelles	Établir un bilan carbone personnel	Créer un «AgeLab» pour des seniors 2.0	Fonder un Big Brother public	Réorganiser les invests publics